

Bernard Defrance, philosophe. Livry-Gargan le 20 mars 2020

à Madame la Présidente de la République hellénique,
Ekaterini Sakellatou,
à Monsieur le Premier Ministre Kyriakos Mitsotakis
aux bons soins de Madame Maria Theofili, ambassadrice
de Grèce en France.

Excellences,

C'est en tant que citoyen français, descendant en ligne
directe de Constantinos Kanaris, par son fils Lycourgue, et en
mémoire de ses glorieuses actions pour l'indépendance et la renommée
de la Grèce, que je m'adresse à vous, concernant le sort des
migrants bloqués actuellement à vos frontières avec la Turquie.

Vous connaissez la situation, et je ne reviens pas ici
sur les lâchetés de l'Union Européenne qui laisse les pays
de sa zone sud supporter seuls, ou presque, le poids des
migrations venant d'Orient et d'Afrique. À cet égard, je
dénonce depuis longtemps, avec l'ensemble des ONG concernées,
les politiques ignobles du gouvernement français et les
violences policières dont il se rend coupable, notamment
dans le Pas-de-Calais et les Alpes-Maritimes, ainsi que ses
harâlements judiciaires contre des citoyens français venant
en aide aux migrants et exercent leurs devoirs impératifs
d'assistance à personnes en danger.

.../...

Je sais que vous êtes aussi victimes directes - et en premier lieu les populations des îles - du chantage du simili-sultan qui règne aujourd'hui sur la Turquie et dont la politique n'a rien à envier à celle que vous avez dû vous-mêmes souffrir dans un passé pas si lointain, et dont votre appartenance à l'Europe vous protège aujourd'hui.

Cela étant, il va de soi que les lâchetés, les chantages et les crimes des uns n'excusent pas ceux des autres. Le comportement de votre police à l'égard des migrants, dont de nombreux témoignages sont rapportés dans la presse mondiale, constitue une tache sur votre drapeau - qui est aussi un peu le mien du fait de mon ascendance - , tache qui risque de rester indélébile si vous ne prenez pas les décisions qui s'imposent à l'égard des auteurs de ces exactions et violences, d'autant plus inacceptables qu'elles sont infligées à des hommes, femmes et enfants qui ne font que tenter d'agir pour leur survie en fuyant menaces et violences extrêmes.

Tirer à balles réelles, tenter de couler des "bateaux" de fortune, de piller de leurs vêtements et voler toutes les affaires personnelles des candidats à l'exil, détenu en

centres "secrets" avant expulsions, laisser faire
 sinon susciter les actions violentes de nostalgiques
 du régime dit "des colonels", constituent autant
 d'atteintes intolérables au droit international et à
 vos propres lois.

Ou bien ces actes sont le fait d'éléments incontrôlés
 de vos forces de l'ordre, et je vous serais reconnaissant
 de me faire savoir quelles sanctions seront prises -
 ou ont déjà été prises - à leur égard, et quelles
 réparations vont - ou ont déjà - été effectuées à
 l'égard des victimes.

Ou bien ces éléments de votre police obéissaient -
 oubliant le devoir impératif de désobéissance à des
 ordres manifestement illégaux - à des ordres venus
 de leur hiérarchie et de responsables politiques,
 auquel cas votre responsabilité serait inévitablement
 engagée devant la justice internationale.

Je vous demande instamment, en souvenir de mon
 ancêtre, de cesser de déshonorer la Grèce entière par
 ces politiques inhumaines.

Veillez agréer, Excellences, l'assurance, en fraternité
 hellénique, de ma haute considération.

B. Defrance philosophe.